



**Préparons l'avenir pour nos enfants dans
un monde sans hydrocarbures**

**Mémoire présenté à la commission sur les
enjeux énergétiques du Québec**

St-Hyacinthe

15 juillet 2015

Préparons l'avenir pour nos enfants dans un monde sans hydrocarbures

Introduction

Le Comité des citoyens et citoyennes pour la protection de l'environnement maskoutain (CCCPEM) est un organisme à but non lucratif qui a reçu sa charte en 1992. Sa mission est de protéger et d'améliorer la qualité de l'environnement dans la MRC des Maskoutains. Notre comité doit aussi sensibiliser les citoyens à des problématiques en matière d'environnement.

Depuis 21 ans, nous avons œuvré dans plusieurs domaines. Entre autres, nous avons travaillé avec succès pour faire avancer le dossier des matières résiduelles. La région maskoutaine est à l'avant-garde dans ce domaine avec une collecte à trois voies qui dépasse les objectifs du MDDEP et nous croyons que nous avons été le fer de lance dans ce débat.

Avec des partenaires comme le CREM (Conseil en Environnement de la Montérégie), Nature-Action Québec, l'OBV-Yamaska, Le Boisé des douze, l'AREQ (Association des retraités de l'enseignement du Québec) et la Ville de Saint-Hyacinthe, nous travaillons sur divers dossiers comme la Marche du jour de la terre, la politique environnementale de la Ville de Saint-Hyacinthe, les journées de la rivière, le Rendez-vous des Papilles, la

distribution d'arbres, l'organisation de plantations en bandes riveraines et surtout l'assainissement des eaux de la Yamaska et de ses tributaires.

Nous avons également participé à plusieurs audiences du BAPE :

En 1994-95, nous avons participé aux audiences (#92) au sujet du DMS de Saint-Pie.

En 1995-96, nous avons participé aux audiences (#99) au sujet de l'agrandissement du DMS de Sainte-Rosalie.

En 1996-97, nous avons participé aux audiences génériques (#115) au sujet de la gestion des matières résiduelles pour l'ensemble du Québec.

En 1999-2000, nous avons participé aux audiences génériques (#142) au sujet de la gestion de l'eau pour l'ensemble du Québec.

En 2003, nous avons participé aux audiences (#179) au sujet de l'industrie porcine.

Nous avons également fait des représentations au sujet de la ligne électrique Hertel-Des Cantons après le verglas de 1998. Les mémoires que le CCCPEM a présentés à ces audiences sont accessibles sur le site internet du BAPE.

L'équipe dynamique de notre comité a suivi l'évolution rapide du dossier des gaz de schiste avec beaucoup d'intérêt. Avec quatre puits dans la MRC,

nous avons le droit et le devoir de défendre les intérêts des habitants de la vallée de la Yamaska. Notre charte nous y oblige.

Le CCCPEM dépose ce mémoire dans le but de supporter toutes les personnes et organismes qui, comme nous, pensent que les hydrocarbures ne devraient plus être exploités sur la planète. Cette position peut sembler extrémiste, mais c'est selon nous la seule voie qui permettra à l'être humain de continuer d'habiter notre planète à long terme en ayant une certaine harmonie avec notre environnement.

Le réchauffement climatique est maintenant une chose confirmée. Plus le temps passe, plus l'urgence se développe. Actuellement, nous assistons impuissants à la mainmise des grandes multinationales sur l'économie mondiale. Ces dirigeants ne semblent pas vivre sur la même planète que nous. Le profit à tout prix est la seule avenue qu'ils connaissent. Les guerres, les famines, les renversements de gouvernements, rien ne semble les arrêter. Même pas le bon sens.

Nous tenons à souligner le courage politique que cette commission démontre en remettant en question toute la question du développement des secteurs énergétiques au Québec. Nous espérons qu'il ne s'agit pas d'un exercice cosmétique qui consiste à donner l'illusion aux citoyens qu'ils ont droit de parole et que dans les faits les décisions sont déjà prises.

Nos vues sur les enjeux

L'étude du document de consultation démontre que le gouvernement actuel connaît très bien l'état de la situation au Québec, tout en restant connecté avec le reste de la planète. Plusieurs avenues intéressantes sont proposées et méritent qu'on y donne suite et rapidement.

Nous notons tout d'abord que l'énergie nucléaire est mise de côté de façon définitive et nous saluons cet état de fait.

Les prémisses avancées sont véridiques et prometteuses. Voici celles qui nous semblent particulièrement intéressantes :

- Le Québec dispose actuellement d'importants surplus d'énergie propre et peu coûteuse.

Alors que le reste de la planète cherche à remplacer l'énergie polluante par de l'énergie propre, le défi du Québec est d'apprendre à utiliser celle-ci le plus efficacement possible, et d'en faire un levier important de prospérité.

-Avec une consommation moyenne de 5 tonnes équivalentes pétrole (tep) par habitant, les Québécois comptent parmi les plus grands consommateurs d'énergie au monde.

Si cette demande s'explique notamment par la rudesse du climat, la géographie et les choix de développement économique du Québec, il est clair que l'on peut et que l'on doit viser à améliorer notre efficacité énergétique.

-Le développement de l'efficacité énergétique coûte trois fois moins cher que construire de nouvelles centrales et de cinq à six fois moins cher que produire de l'énergie à partir de la biomasse et du vent (tableau 1.2).

Le document explique très bien les défis auxquels le Québec devra faire face en concordance avec ses engagements de réduction des GES.

Ce qui nous semble contradictoire, par contre, est tout le secteur des hydrocarbures tel qu'avancé dans le document.

Nous nous questionnons sur la pertinence pour le Québec de développer un secteur énergétique que nous savons d'avance rétrograde, dépassé, générateur de GES et qui perpétue l'illusion que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. Les hydrocarbures étant responsables de la majorité des GES, nous ne comprenons pas pourquoi nous devrions aller vers cette ressource. Le gouvernement n'a-t-il pas une loi sur le développement durable? Les hydrocarbures ne sont-ils pas une ressource non durable? Les réserves de pétrole conventionnelles sont presque épuisées sur notre planète. Nous sommes conscients des graves problèmes que cette ressource engendre pour l'humanité, et nous voulons quand même perpétuer son exploitation? Cette ressource est de plus en plus difficile à extraire et pose des défis qui mettent en péril nos ressources en eau potable. Pourquoi vouloir risquer ce que plusieurs considèrent comme étant l'or bleu de demain pour une ressource qui nous provient de l'ère des dinosaures? Pour continuer à gonfler les coffres de cette classe de gens qui ne pensent qu'au profit?

À la lumière des événements du Lac Mégantic de l'été dernier et de ceux tout récents de Sept Îles, ne serait-il pas mieux de tout simplement investir dans les secteurs des énergies renouvelables qui elles ne sont d'aucun

danger pour les générations futures? Pourquoi risquer d'hypothéquer les générations futures pour quelques décennies d'énergie fossile?

Le document de consultation démontre bien que le défi majeur sera celui des transports. Que ce soit le transport collectif, le transport individuel ou le transport de marchandise, la majorité du pétrole utilisé se situe à ce niveau. Nous sommes d'avis que le gouvernement devrait stimuler l'économie et l'innovation technologique dans ce secteur. À ce titre, le meilleur projet actuellement sur les planches à dessin serait le monorail suspendu à moteurs-roues. Voilà un projet mobilisateur qui pourrait relancer plusieurs secteurs de notre économie tout en développant un vrai sentiment d'appartenance et d'expertise québécoise.

Nous sommes aussi d'avis qu'il est faux de prétendre qu'en développant nos propres ressources de pétrole, nous pourrions financer le virage vers une économie verte. À chaque fois que l'on investit un dollar dans les énergies fossiles, nous nous privons de ce même dollar pour développer et innover les énergies renouvelables.

Il est tout aussi faux de prétendre que l'on gère les risques associés à l'exploitation du pétrole ou du gaz, à son transport et à son utilisation. Les exemples sont nombreux et indéniables. Avons-nous besoin ici de rappeler que dans notre région, nous avons un puits de gaz de schiste qui émet du méthane dans l'atmosphère depuis maintenant près de trois ans? Que ce méthane contribue de façon importante aux GES? Les risques d'accidents sont réels et inévitables. Nous ne savons pas quand ils surviendront, mais

nous pouvons être certains qu'un jour ou l'autre, pour une raison ou une autre, il y aura des incidents que l'on décrira comme malheureux et tout à fait fortuits. Pourtant, ce sera la population qui en subira les conséquences et qui paieront la note d'une façon ou d'une autre. Les compagnies sauront toujours refiler la facture aux utilisateurs. Les générations futures auront déjà fort à faire pour réparer les dégâts déjà occasionnés par ces industries sans scrupules qui font circuler toutes sortes de faussetés à grands coups de messages publicitaires.

Actuellement, le Québec dépense des milliards de dollars annuellement pour acheter du pétrole que nous importons. Nos capacités de raffinage sont suffisantes à la demande. Veut-on nous faire croire que l'on épargnera de l'argent en produisant ce pétrole à partir de notre roche-mère? Comment le citoyen moyen y gagnera-t-il? ⁽¹⁾ Est-il actionnaire de ces compagnies pétrolières? Même si tel était le cas, la problématique demeure entière. Nous ne ferons que reporter le problème à plus tard. Pendant ce temps, d'autres pays tels la Suède, l'Allemagne ou la Suisse font déjà des virages réels vers des économies axées sur les énergies renouvelables. En Amérique du Nord, l'hégémonie des pétrolières nous empêche d'avoir de l'information véridique et crédible. Les lobbyistes de cette industrie travaillent sans relâche auprès de nos décideurs. Nous, les citoyens, qui avons-nous pour nous défendre? Nos politiciens? Les groupes environnementalistes? C'est bien peu comparativement aux énormes moyens financiers des pétrolières de ce monde.

Si ces importations de pétrole grèvent nos marges bénéficiaires, il est donc des plus urgents de voir disparaître nos besoins en hydrocarbures. Le fait que les compagnies s'approvisionnent ici, à même ces supposés ressources gigantesques, ne fera pas en sorte de voir tout cet argent demeurer ici. Les profits iront aux actionnaires de partout à travers le monde. Nous ne croyons pas que notre balance économique sera mieux servie par ces pétrolières. Peut-être assisterons-nous à un boom économique qui sera de courte durée. Suite à l'épuisement de cette ressource, nous en serons au même point (avec les dégâts en plus à ramasser), nous vivrons davantage les effets du réchauffement climatique amplifié par les GES engendrés par le pétrole et nous nous serons privés de développer d'autres avenues renouvelables.

Conclusion

L'occasion nous est donnée de vraiment faire un virage vers une économie axée sur l'efficacité énergétique et le développement d'énergies renouvelables tels l'éolien (nous avons un formidable potentiel éolien au nord, là où la population est presque inexistante), la biométhanisation, la géothermie, le solaire, le moteur roue, le Trens Québec. Nous avons le génie, le désir et les moyens de le faire. Cessons de croire que nous sommes nés pour un petit pain et osons!

Pourquoi ne pas aider les villes à développer des usines de biométhanisation, telle celle de la ville de St-Hyacinthe? Voilà une source

d'énergie renouvelable! Et elle est partout où il y a des villes! Ou encore, de financer des programmes d'efficacité énergétique au niveau municipal?

Si les besoins en gaz naturel sont si criants, pourquoi ne pas développer l'industrie du biogaz à grande échelle? Les ressources sont là, qu'il s'agisse de la biomasse forestière ou du biogaz qui pourrait être produit sur nos fermes. Nous pourrions répartir ces richesses à l'ensemble du territoire québécois au lieu de les concentrer dans les mains de multinationales étrangères (ou locale?). Nos agriculteurs sont des gens entreprenants qui n'ont pas peur de relever des défis. Il n'y a qu'à visiter des expositions telle l'Expo-champ de St-Liboire pour s'apercevoir que l'innovation ne leur fait pas peur. Ils pourraient devenir leur propre fournisseur de biogaz et ainsi réaliser des économies substantielles tout en récupérant les gaz à effet de serre découlant de leur métier. Ils pourraient rouler leurs tracteurs, chauffer leurs bâtiments ou même devenir des exportateurs de biogaz vers un réseau collectif. Quelle économie à moyen terme pour le gouvernement du Québec qui subventionne les agriculteurs!

Les programmes d'efficacité énergétique pour les résidences et les industries ont fait leurs preuves tout en stimulant tout le secteur de la construction et de leurs fournisseurs associés. Voilà une relance économique axée sur des valeurs durables et locales.⁽²⁾

Les cibles pour les véhicules électriques devraient être augmentées⁽³⁾ et supportées par des campagnes de publicité. Nous pourrions très bien développer le secteur de la construction de véhicules électriques à bon

marché. Plus nous diminuerons notre besoin en pétrole, plus nous investirons chez-nous pour nous!

Nous réitérons notre support au gouvernement actuel qui a le courage politique d'ouvrir la porte au dialogue et à la consultation avec sa population. Espérons que ce ne sera pas un exercice futile et qu'enfin le gros bon sens saura prendre le pas sur le lobby puissant de l'argent et du pétrole et que des orientations réellement durables seront prises suite à ces consultations.

Jacques Tétreault, pour le CCCPEM

(1) En date d'aujourd'hui, nous apprenons la vérité sur le contrat par lequel l'Hydro-Québec a cédé les ressources naturelles de l'île d'Anticosti à Pétrolia: dans le meilleur des cas, la royauté de l'Hydro-Québec sera de seulement 3%!

(2) Depuis une trentaine d'années, le Québec a intégré l'efficacité énergétique dans ses stratégies énergétiques.

Cependant, dans un contexte où il dispose d'importants surplus d'énergie propre et renouvelable à moindre coût, il pourrait être tentant de ralentir les efforts en efficacité énergétique. Or, les retombées de l'efficacité énergétique sur l'économie d'un État dépassent de loin les coûts évités de construction de nouvelles infrastructures de production d'énergie. En effet, l'efficacité énergétique est l'un des moteurs de la productivité de l'économie et de la compétitivité de l'État, contribuant de manière directe à l'amélioration de la qualité de la vie des citoyens.

Accroître l'efficacité énergétique, c'est aussi optimiser l'utilisation des ressources pour en faire un levier de croissance économique. Partout dans le monde, on observe en effet que l'efficacité énergétique signifie

rarement une diminution nette du niveau de consommation énergétique d'un État. En général, l'énergie économisée est accaparée par de nouveaux secteurs de l'économie ou sert à améliorer la qualité de la vie, enrichissant ainsi la collectivité de façon accélérée.

L'efficacité énergétique génère plus d'emplois qu'un investissement direct dans le secteur de l'énergie.

De 2002 à 2012, les subventions en efficacité énergétique et la part des clients ont représenté des investissements de 2 milliards de dollars qui ont généré, selon nos estimations, environ 40 000 emplois-années directs, indirects et induits.

(3) *Publié en avril 2011, le Plan d'action 2011-2020 sur les véhicules électriques comporte deux cibles à l'horizon 2020 : que 25 % des ventes de nouveaux véhicules légers pour passagers soient des véhicules électriques (hybrides rechargeables ou entièrement électriques); que le nombre d'emplois dans la filière industrielle des véhicules électriques passe de 1 500 à 5 000.*

À l'horizon 2030, plus de 95 % des déplacements en transport collectif devraient se faire en transport collectif électrique. Deux ans après le lancement du plan d'action, à sept ans de la cible, le nombre de véhicules électriques sur les routes ne représente que 0,02 % du parc de véhicules légers. Sans nouvelles mesures, la cible de 25 % de véhicules neufs électriques en 2020 sera difficilement atteinte.

Hydro-Québec pourrait approvisionner dès aujourd'hui, avec un minimum de modifications à son réseau de distribution, un million de véhicules électriques, soit environ 20 % du parc automobile actuel. Cette proportion pourrait grimper considérablement avec les bonnes infrastructures.

L'instauration d'un programme d'électrification des véhicules personnels de concert avec la mise sur pied d'une industrie de production de composants électriques ou d'assemblage de ces composants représenterait une occasion extraordinaire pour le Québec. À l'heure actuelle, les voitures électriques qui roulent sur nos routes sont entièrement fabriquées à l'étranger. Lorsqu'on compare un véhicule à essence avec un véhicule électrique, même en tenant compte de la consommation énergétique, on s'aperçoit que les répercussions sur la balance commerciale du Québec sont sensiblement les mêmes pour les deux véhicules. Aujourd'hui, l'argent économisé avec l'utilisation de l'électricité au lieu du pétrole sert en bonne partie à payer une batterie importée. Nous aurions avantage à ce que ces batteries soient produites ici, au Québec. Pour que le passage à la voiture électrique soit intéressant d'un point de vue économique, le Québec devra trouver des voies permettant de profiter de retombées directes, par exemple, en fabriquant les batteries.

